

CONVENTION DE COOPERATION
ENTRE
GOLFE DU MORBIHAN VANNES AGGLOMERATION ET LA VILLE DE VANNES

Golfe du Morbihan Vannes Agglomération, dont le siège est 30, rue Alfred Kastler, 56 000 VANNES, représenté par David ROBO, dûment habilité à signer la présente convention par délibération du Conseil communautaire en date du ,

Ci-après dénommée « Golfe du Morbihan - Vannes agglomération »,

Et

La VILLE DE VANNES, dont le siège est au place Maurice Marchais, 56 000 VANNES, représentée par,
....., autorisée par délibération du Conseil Municipal en date du à signer la présente convention,

Ci-après dénommée« la Ville »,

Article 1. Préambule

1.1 Concernant les compétences du Maire

1.1.1 *Compétence en matière de lutte contre l'incendie*

Le maire tient de l'article L.2212-2 5° du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) une compétence en matière de prévention et de lutte contre les incendies.

« La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques (...).

« Elle comprend notamment: (...) le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure »,

En conséquence, il appartient à la commune de pourvoir son territoire d'ouvrages destinés à assurer l'extinction de tout incendie et de le maintenir dans un bon état de fonctionnement (installation et entretien des bornes à incendie, débit nécessaire...).

1.1.2 *Compétence en matière d'organisation des secours*

Le maire doit assurer l'organisation des secours comme mentionné dans l'article L.2212-2 5° du CGCT précédemment mentionné.

De plus, l'article L.1424-4 du CGCT précise que *« dans l'exercice de leurs pouvoirs de police, le maire et le préfet mettent en œuvre les moyens relevant des services d'incendie et de secours dans les conditions prévues par un règlement opérationnel arrêté par le Préfet après avis du conseil d'administration du Service Départemental d'Incendie et de Secours. »*

Le maire doit en particulier prendre toutes les mesures nécessaires pour faciliter l'accès des secours sur le lieu de l'incendie et prendre en concertation avec les pompiers toutes les dispositions pour préserver la population.

De ce fait, il doit s'assurer de pouvoir disposer des moyens nécessaires lors d'un sinistre.

1.2 Concernant les obligations du gestionnaire du réseau d'incendie

Le réseau d'incendie d'une commune est majoritairement alimenté par le réseau d'alimentation en eau potable.

Le transfert de la compétence en matière d'eau potable d'une commune vers une structure intercommunale entraîne de plein droit la perte de la compétence par la commune au profit du groupement de communes ainsi que les droits et obligations qui s'y rattachent.

La lutte contre l'incendie est une compétence de police qui relève exclusivement du maire. La compétence de distribution d'eau potable a, quant à elle, été transférée à Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération au 1^{er} janvier 2020. Les obligations de la commune et la responsabilité du maire en matière de lutte contre l'incendie sont inchangées.

Dans un souci de préservation de la qualité de l'eau distribuée, Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération propose de conserver la maîtrise des interventions sur les ouvrages qu'elle gère en propre. En effet, lors des manœuvres des hydrants, les survitesses créées dans les réseaux entraînent des problèmes de mise en suspension des dépôts conduisant à des troubles, donc potentiellement à une non-conformité aux normes de potabilité. La qualité d'eau impose des manœuvres de vannes d'alimentation des hydrants uniquement par la régie de l'eau ainsi que des purges du réseau après les essais de débit/pression pour retrouver une qualité conforme.

Compte tenu de ce qui précède, la Ville de Vannes et Golfe du Morbihan - Vannes agglomération conviennent de fixer par convention les modalités de coopération en matière de fourniture et d'entretien des hydrants nécessaires à la lutte contre les incendies.

Article 2. Objectif de la coopération et périmètre

2.1 Objet de la coopération

Elle consiste à définir les missions techniques et préventives que doit assurer Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération sur les ouvrages de lutte contre l'incendie, en sa qualité de gestionnaire du réseau d'eau potable sur le territoire de la COMMUNE (le réseau d'eau potable public constituant l'essentiel du réseau d'incendie) ainsi que les modalités de réalisation de ces missions (techniques et financières).

Les exigences techniques sont de 5 ordres :

- la création et l'aménagement des ressources en eau pour la lutte contre l'incendie (étude, adaptation des moyens, prévention),
- la mise en place des nouveaux ouvrages, l'homologation et l'information au Maire et aux Services Départementaux d'incendie et de Secours (SDIS),
- la vérification des performances des ouvrages existants (tous les 3 ans minimum),
- l'entretien des ouvrages existants,
- le renouvellement des hydrants en mauvais état ou ne répondant pas aux normes,

2.2 Périmètre de la coopération

Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération exerce sa compétence sur l'ensemble du territoire de la ville de VANNES, ce qui représente au 1^{er} janvier 2022 :

- 774 hydrants, dont 232 privés

La Défense Extérieure Contre les Incendies est constituée d'installations normalisées et non normalisées.

Une installation normalisée de défense incendie est alimentée par le réseau d'eau potable. Elle se décompose comme indiqué sur le schéma ci-dessous. Le Té de prise en charge sur la conduite d'eau potable constitue le point de départ de l'installation, que l'on appellera « branchement incendie ».

La mission de Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération, objet de la présente convention, se limite donc aux interventions localisées sur l'installation située en aval strict du Té de prise en charge.

Les techniques alternatives de Défense Extérieure Contre les Incendies, dites non normalisées, sont les réserves d'eau incendie, les points d'eau naturels ou artificiels, les réseaux d'irrigation agricoles.

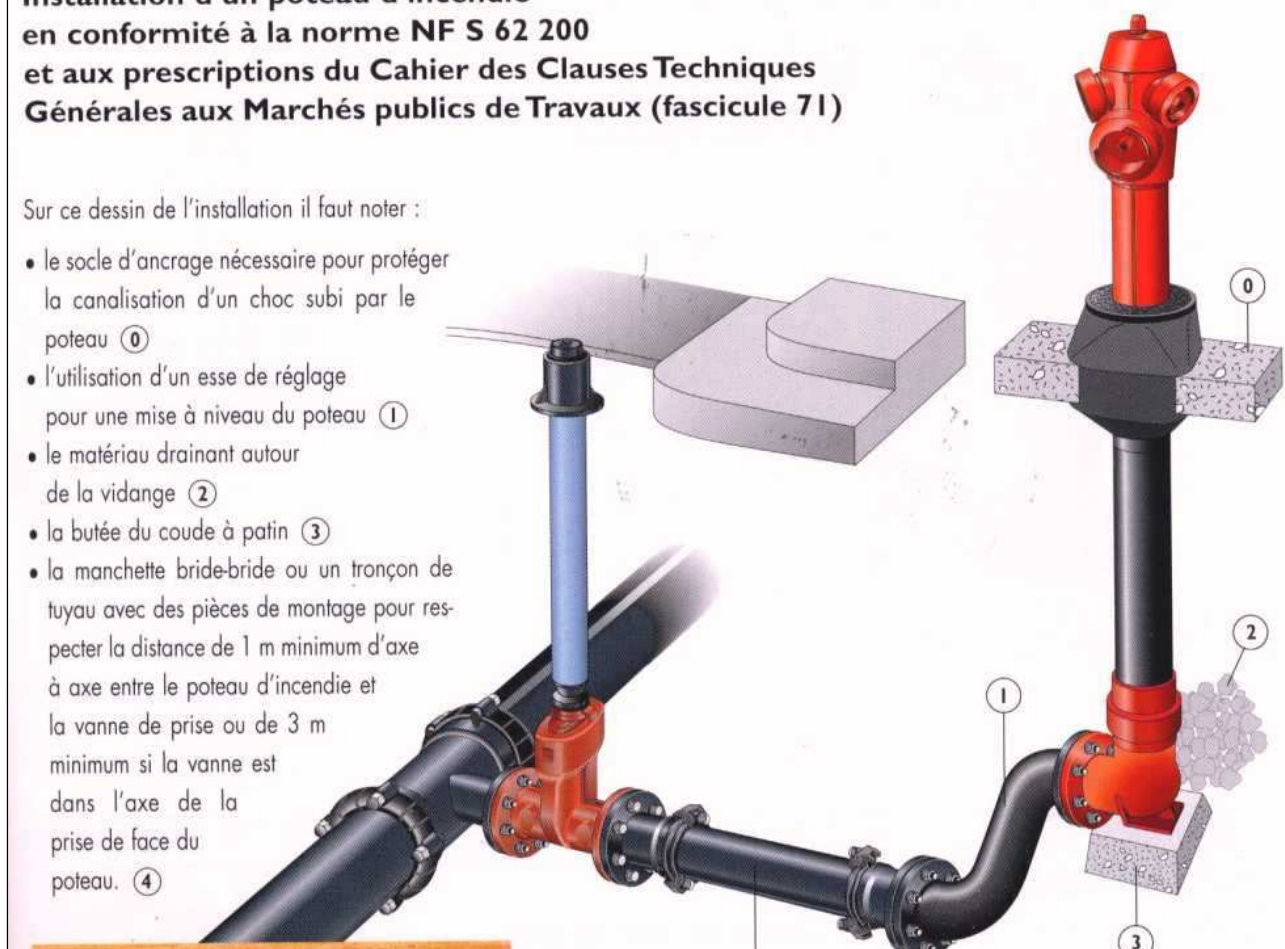
On recense 6 points d'eau incendie non normalisés sur la commune de VANNES mais 1 seul est public (réserve incendie de 260 m³ sur la zone d'activité de Ténénio 2).

La mission de Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération ne concernera pas ces installations non normalisées.

**Installation d'un poteau d'incendie
en conformité à la norme NF S 62 200
et aux prescriptions du Cahier des Clauses Techniques
Générales aux Marchés publics de Travaux (fascicule 71)**

Sur ce dessin de l'installation il faut noter :

- le socle d'ancrage nécessaire pour protéger la canalisation d'un choc subi par le poteau ①
- l'utilisation d'un esse de réglage pour une mise à niveau du poteau ②
- le matériau drainant autour de la vidange ③
- la butée du coude à patin ④
- la manchette bride-bride ou un tronçon de tuyau avec des pièces de montage pour respecter la distance de 1 m minimum d'axe à axe entre le poteau d'incendie et la vanne de prise ou de 3 m minimum si la vanne est dans l'axe de la prise de face du poteau. ④



Article 3. Organisation opérationnelle de la coopération

3.1 Comité technique

Les responsabilités sont partagées entre la ville de VANNES et Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération, la première ayant la charge de pourvoir son territoire d'équipements permettant l'extinction de tout incendie, le second ayant la mission de diagnostiquer les problèmes sur les équipements de défense incendie et le réseau d'eau, de proposer un programme annuel d'entretien et de réaliser les travaux d'entretien des hydrants sur l'espace public.

Afin de préciser conjointement les objectifs opérationnels et d'évaluer la réalisation de la mission de service public, le comité technique se réunira à minima une fois par an. Il pourra se réunir plusieurs fois dans l'année en fonction des besoins identifiés par l'une ou l'autre des parties.

Composé de représentants techniques de la commune de VANNES et de la Direction eau de Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération, les réunions de ce comité permettront notamment de coordonner les interventions sur le territoire sur la base d'un planning prévisionnel qui sera proposé par la Direction de l'eau et validé par les services de la ville.

3.2 Définition des missions du gestionnaire du réseau de distribution d'eau potable

3.2.1 *Avis d'expertise sur le Projet de Défense Incendie*

Il s'agit pour Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération de gérer au mieux les deux obligations suivantes :

- fournir à chaque abonné une eau de qualité conforme aux normes en vigueur;
- permettre à la COMMUNE d'assurer au mieux sa compétence en matière de défense incendie.

La régie des eaux de Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération propose le dispositif de Défense Extérieure Contre les Incendies le mieux adapté en fonction du réseau d'eau potable de la COMMUNE dans le respect de ces deux contraintes et donne un avis sur la couverture du risque dans de nouveaux secteurs à desservir (ex: les nouveaux lotissements). A ce titre, la Direction de l'Eau émet un avis sur les projets d'urbanisme pour lesquels elle est consultée.

En cas d'insuffisance des ouvrages existants pour satisfaire les besoins existants, les nouveaux besoins ou le renforcement de réseaux incompatibles avec la préservation d'une bonne qualité d'eau distribuée, Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération en informera la COMMUNE. Elle lui fournira tous les éléments en sa possession qui permettent d'apprécier l'ampleur des besoins prévisibles, ainsi que les moyens nécessaires pour rétablir la situation avec une marge de sécurité suffisante.

Dans le cas de la mise en œuvre de solutions alternatives à l'utilisation du réseau d'eau potable (utilisation et aménagement de points d'eau par exemple), il est ici entendu entre les deux parties qu'il n'incombera pas à Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération d'en approfondir l'étude et la mise œuvre.

A la condition d'avoir appliqué sans défaut toutes les obligations mises à sa charge par la présente convention et d'avoir fourni les informations complètes à la COMMUNE, Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération verra sa responsabilité déchargée à partir de la date à laquelle elle a avisé la COMMUNE. Elle demeure néanmoins tenue de faire fonctionner les installations existantes le mieux possible.

3.2.2 *Diagnostic et entretien des hydrants*

Le diagnostic consiste en une inspection visuelle annuelle de l'ensemble des hydrants (vérification de l'accessibilité, de la fonctionnalité, de la lisibilité...).

Il est effectué :

- selon une campagne prédéfinie
- en raison d'anomalies constatées par Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération, par la commune ou par un tiers (particuliers, SDIS ...).
- suite aux campagnes de contrôle des hydrants en fonction des remarques mentionnées sur les rapports de campagne.

Ce diagnostic donne lieu à des opérations d'entretien et des travaux de maintenance :

- remplacer les pièces jugées défectueuses (bouchons extérieurs, carrés d'ouverture, presse étoupe, ...),
- effectuer le graissage si nécessaire,
- vérifier la mise en eau, l'étanchéité de l'appareil et le bon fonctionnement du système de vidange,
- veiller au bon état extérieur du poteau (lisibilité du numéro, peinture).
- veiller à la mise à niveau des bouches à clé

L'entretien des accès (entretien des espaces verts ou mise en place d'arceaux de sécurité par exemple) et des abords des appareils de lutte contre l'incendie reste à la charge de la COMMUNE.

Le délai d'intervention pour les travaux de maintenance, à partir du diagnostic, est de :

- 2 mois maximum lorsque le poteau est indisponible pour le service incendie, sous réserve que les hydrants voisins soient opérationnels ; dans le cas contraire, l'intervention devrait être faite en urgence sous une semaine ;
- 4 mois maximum lorsque le poteau est disponible pour la défense incendie.

En cas de besoin, des opérations de réparation et d'entretien pourraient également intervenir sur le branchement incendie (tronçon de réseau et vanne situés en aval du té de prise en charge sur la conduite principale desservant l'hydrant).

Le remplacement des coffres des poteaux qui en seraient dépourvus ne rentre pas dans cet entretien, ils feront l'objet d'une évaluation par Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération.

3.2.3 Travaux de pose, dépose ou réparation sur les hydrants

Les travaux de pose, de dépose, de réparation ou de remplacement d'hydrants ainsi que les travaux de création ou de renforcement de réseaux sont réalisés par Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération.

Ces travaux sont réalisés conformément aux prescriptions techniques du fascicule 71 du CCTG TRAVAUX applicable aux marchés publics. En cas de modification d'implantation d'un hydrant sur le territoire, les services de Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération veilleront à valider le nouvel emplacement en présence du service gestionnaire de l'espace public de la ville de VANNES.

L'installation des hydrants (bouches et poteaux incendie) doit répondre aux exigences de la norme NFS 62 200 (ou de toute autre norme qui viendrait à la remplacer), qui fixe les conditions d'installation et de réception des poteaux et bouches d'incendie alimentés en permanence.

3.2.4 Contrôle des hydrants par jaugeage (Débit/ Pression)

Ce contrôle consiste à mesurer :

- le débit de l'hydrant à une pression résiduelle de 1 bar ou à minima vérifier la présence du débit minimum requis pour la défense incendie,
- la pression au débit requis,
- la pression statique.

Il est réalisé par Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération et communiqué à la commune pour chaque contrôle :

- sur l'ensemble des hydrants de la COMMUNE tous les 3 ans (jaugeage d'un tiers du parc par an);
- sur les nouveaux hydrants à l'occasion de leur mise en service;
- après le renforcement de réseau ou la modification de la distribution, susceptible d'entraîner un changement durable des débits-pressions.

Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération est tenu d'assurer la potabilité de l'eau distribuée après les essais. Elle effectuera les contrôles débit-pression sur les hydrants raccordés au réseau d'eau potable public.

3.2.5 Opérations de réception à l'occasion de la mise en service de nouveaux poteaux d'incendie

Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération réalisera les opérations de réception des poteaux neufs (nouveaux ou renouvelés) dans un délai d'un mois à compter de la mise en eau du poteau.

A cette occasion, Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération doit :

- vérifier la mise en eau de l'appareil et contrôler que sa vidange s'effectue normalement
- contrôler l'étanchéité de l'appareil
- réaliser les mesures de débit et pression
- signaler l'hydrant en peignant sur le poteau le numéro d'ordre de manière à ce qu'il soit parfaitement lisible de la route.

Un procès-verbal de réception sera alors établi et transmis au SDIS et à la commune pour signature. Le nouveau poteau sera alors intégré à l'inventaire et au Service d'Information Géographique (S.I.G).

Article 4. Contrôle et évaluation

Une réunion annuelle du comité technique permettra d'évaluer les missions communes de service public faisant l'objet de la convention de coopération.

La réunion sera notamment l'occasion de faire un bilan de l'atteinte des objectifs fixés.

Chaque année Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération fournira à la COMMUNE un rapport spécifique récapitulant l'ensemble des travaux et des interventions réalisées en matière de lutte contre les incendies au cours de l'année précédente, ainsi que les résultats des contrôles de débit / pression. Un inventaire à jour complètera ce document. Le SDIS sera également destinataire d'un exemplaire de cet inventaire.

A la fin du premier semestre, la COMMUNE et le SDIS seront destinataires d'une extraction « shape » issue du SIG sur lequel sera reporté l'ensemble des hydrants inventoriés avec leurs numéros d'identification et les résultats du dernier contrôle débit/pression réalisé.

Article 5. Indisponibilité des hydrants

Dans le cas où l'hydrant serait jugé non utilisable, Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération en avisera immédiatement le SDIS (service prévision) et la commune (Services Techniques) et les informera de la remise en service de celui-ci.

Article 6. Modalités financières

Le CGCT prévoit que les dépenses liées au matériel relatif au service d'incendie et de secours à la lutte contre les incendies sont assumées par le **budget général de la commune** (article L2321-2, 7°).

6.1 Budget prévisionnel et tarifs

6.1.1 *Entretien annuel*

Tarif proposé la 1^{ère} année : 10 € par hydrant

En 2021, le parc hydrant de la ville est de 541 hydrants. L'ensemble des hydrants doit être entretenu annuellement. Le montant total prévisionnel serait de : 5 410 €

La facturation sera réalisée au réel des prestations réalisées.

6.1.2 *Jaugeage annuel*

Tarif proposé la 1^{ère} année : 60 € par hydrant.

Sur la base d'un tiers du parc, cela représente environ 180 hydrants par an à jauger. Le montant total prévisible serait de : 10 800 €.

La facturation sera réalisée au réel des prestations réalisées.

6.1.3 *Travaux spécifiques*

Ces travaux concernent la création, la suppression ou la réparation d'un hydrant. Pour cela un devis sera établi par les services de la Direction de l'Eau de Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération.

Une enveloppe prévisionnelle annuelle de 6 000 € paraît raisonnable pour la première année.

6.2 Engagement des interventions

Chaque type d'intervention sur site fera l'objet d'une estimation financière. Pour ce faire, Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération fera état à la COMMUNE régulièrement des besoins d'interventions sur le dispositif de lutte contre les incendies (définition des interventions et estimation des coûts). Ces échanges d'informations seront formalisés. La COMMUNE validera ces estimations par un engagement joint en retour avec les estimations visées.

Dans le cas de rénovation de réseau d'eau, Golfe du Morbihan - Vannes agglomération ne pourra refacturer à la COMMUNE le coût de déplacement ou de remplacement d'un hydrant, s'il était à l'origine

en bon état de fonctionnement (performance débit/pression, manœuvrabilité...) et dans un état général satisfaisant (peinture, capot, accessibilité, ...). Ces frais ne relevant pas d'un besoin de mise à niveau de la défense incendie mais émanant de décisions prises par Golfe du Morbihan - Vannes agglomération sur son réseau d'eau potable (redimensionnement notamment) seront supportés par cette dernière.

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération informera par mail, en amont, les services de la ville de la réalisation de ces opérations. De manière analogue, la COMMUNE portera à la connaissance de Golfe du Morbihan - Vannes Agglomération ces besoins en matière d'aménagement et de modifications d'hydrants.

6.3 Prix

Les prix applicables aux différentes interventions de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération seront issus de la grille tarifaire votée en Conseil Communautaire révisable chaque année.

Les prix applicables tiennent compte d'une part des frais de personnel et d'utilisation de matériel pour la pose, et, d'autre part du prix des fournitures.

Il est prévu qu'en cas d'augmentation annuelle des prix supérieure à 5%, les parties se rapprochent pour revoir les modalités contractuelles (avenant soumis à l'approbation des assemblées délibérantes). Au vu de cette augmentation, la Ville pourra également envisager de résilier la convention dans les conditions prévues à l'article 11 a. de la présente convention.

6.4 Paielement

La COMMUNE se libérera des sommes dues au titre de la présente convention, après intervention, sur présentation d'un état des coûts (facture annuelle) proposé par Golfe du Morbihan - Vannes agglomération.

Article 7. **Assurances et responsabilités**

7.1 Dommages sur ouvrages

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération n'assumera aucune obligation de garde et de surveillance des appareils publics d'incendie.

Si des dommages sur ouvrages (hydrants notamment) sont constatés, la COMMUNE se chargera des procédures de déclaration d'assurance et du suivi des dossiers de sinistres dès lors que le sinistre excède le montant de la franchise d'assurance. Le site sera sécurisé par les services de la COMMUNE.

7.2 Responsabilités

Golfe du Morbihan - Vannes agglomération ne pourra être tenu pour responsable des conséquences d'un dysfonctionnement des appareils **que** si ce dysfonctionnement provient d'un défaut d'entretien ou de contrôle qui lui est imputable.

En particulier, les causes suivantes ne pourront être retenues contre elle :

- Dysfonctionnement connu et appareil non réparé, mais procédure de DICT en cours auprès des différents concessionnaires, ou difficulté pour obtenir un arrêté de voirie afférent.
- dégâts provoqués par un tiers (indisponibilité de l'hydrant non connue du service de l'eau),
- dégâts d'origine météorologique ou accidentelle (indisponibilité de l'hydrant non connue du service de l'eau) .

7.3 Installations privées sur domaine privé

Il existe sur le territoire de la COMMUNE des installations de défense incendie privées. L'entretien et les vérifications du fonctionnement de ces poteaux incendie sont de la responsabilité pleine et entière du propriétaire. Ce dernier pourra, s'il le souhaite, se rapprocher de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération pour faire réaliser, à ses frais, le contrôle périodique de ses installations.

7.4 Installations publiques sur domaine privé

Il est à noter que certains poteaux incendie publics sont également installés en servitude sur le domaine privé. Par conséquent, leur entretien est pris en compte par la direction de l'eau de Golfe du Morbihan - Vannes agglomération.

Article 8. Durée de la convention de coopération

La présente convention prend effet à compter de sa notification à compter pour une durée de 4 ans.

Article 9. Continuité du service public

La convention de coopération ayant pour objet l'exécution d'un service public régi par le principe de continuité, la ville et GOLFE DU MORBIHAN - VANNES AGGLOMÉRATION s'engagent à assurer, chacune en ce qui la concerne, l'entretien, la réparation ou le remplacement des ouvrages de défense incendie, en toute circonstance. La ville de VANNES et GOLFE DU MORBIHAN - VANNES AGGLOMÉRATION doivent s'informer mutuellement des éventuelles difficultés rencontrées et prendre toute mesure de substitution nécessaire avec des moyens internes ou externes, afin d'assurer la continuité du service.

Article 10. Adaptabilité du service public

Dans le respect des règles de fond et de forme posées par la réglementation et la jurisprudence applicable, la présente convention de coopération pourra être modifiée par voie d'avenants, en vue de tenir compte des évolutions juridiques, techniques et financières

Article 11. Résiliation de la convention

11.1 Motif d'intérêt général

La présente convention de coopération pourra être résiliée avant son terme annuel pour motif d'intérêt général, par l'une ou l'autre des parties, à l'issue un préavis de 6 mois. Cette décision fait l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

11.2 Non-respect des termes de la convention

En cas de non-respect des engagements fixés dans la présente convention, l'une ou l'autre des parties pourra décider d'y mettre fin après une mise en demeure d'une durée de 1 mois restée infructueuse et à l'issue d'un préavis de 6 mois. Cette décision fait l'objet d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

A VANNES, LE

Pour GOLFE DU MORBIHAN - VANNES AGGLOMÉRATION,
Le Président,

David ROBO

Pour la COMMUNE,
Le (la) Premier(ère) Maire-adjoint(e)

xxxxxxxxxx